& les mêmes raisons, que l'on peut supposer avoir existé relativement à la République de Genes, auroient pu se porter par une pareille délibération volontaire à la France, il s'ensuit que la République ayant cédé son droit, la Nation reste libre & indépendante, & par-là n'est pas obligée à se reconnoître sujette d'aucune autre Puissance. La conduite que nous avons tenuë envers les troupes Françoises qui sont en Corse, a toujours été pleine de déférence & d'égard; jamais de notre part on leur a donné lieu d'agir hostilement contre nous. Le Ministere même de France, le Seigneur Duc de Choiseul, nous a écrit en date du 29. Mai dernier que les troupes Françoises, que l'on envoyoit de nouveau en Corse, ne devoient pas donner de l'inquiétude à la Nation, & que le Général de ses troupes prendroit de concert avec nous les mesures les plus propres pour qu'il n'en résultât aucun préjudice; & après nous avoir assurés de la bonté spéciale & de la protection que Sa Maj. Très-Chrétienne vouloit bien accorder à cette Nation, il déclaroit en même-tems que pour le présent notre Etat ne subiroit aucun changement; mais que les négociations pour traiter d'un accommodement avec la République de Genes pourroit se renouer de nouveau. D'après tout ceci, autant que le changement, dont on s'aperçoit aujourd'hui, de quelque motif qu'il puisse dériver, est contraire à la justice, autant le jugeons-nous éloigné de l'esprit de Sa Maj. Très-Chrétienne. Nous le jugeons plutôt être l'effet de quelque fourbe pratique de nos ennemis & de leurs fauteurs, qui par ces menées pourroient bien s'être flattés de faire naître des occasions d'exterminer entièrement ce pauvre Royaume. Pour découvrir donc cette cabale & cet artifice, & pour avoir le tems de nous consulter ensemble & faire pénétrer au Trône de Sa Majesté Très-Chrétienne nos justes réclamations, nous avons résolu de faire convoquer un Conseil général, comme par la présente nous le convoquons pour s'assembler à Cassinca le 20. du mois de Septembre prochain. Otdonnant & priant de s'y trouver, non-seulement les Procureurs de toutes les Paroisses, les Représentans du Clergé & tous autres qui de droit ont voix dans les Conseils-Généraux;

mais